



2024/3004

3.12.2024

DÉCISION (PESC) 2024/3004 DU CONSEIL

du 2 décembre 2024

modifiant la décision (PESC) 2020/1999 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 29,

vu la proposition du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 7 décembre 2020, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2020/1999 ⁽¹⁾.
- (2) Sur la base d'un réexamen de l'annexe de la décision (PESC) 2020/1999, les mesures énoncées aux articles 2 et 3 de ladite décision à l'égard des personnes physiques ou morales, des entités et des organismes dont la liste figure à ladite annexe, à l'exception d'une personne décédée, devraient être prorogées jusqu'au 8 décembre 2025. Il y a lieu d'actualiser les mentions relatives à trente et une personnes physiques et à neuf entités énumérées dans ladite annexe.
- (3) Il y a donc lieu de modifier la décision (PESC) 2020/1999 en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La décision (PESC) 2020/1999 est modifiée comme suit:

- 1) À l'article 10, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. La présente décision est applicable jusqu'au 8 décembre 2026 et fait l'objet d'un suivi constant. Les mesures énoncées aux articles 2 et 3 s'appliquent jusqu'au 8 décembre 2025 aux personnes physiques ou morales, entités et organismes dont la liste figure en annexe.».

- 2) L'annexe est modifiée conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 2 décembre 2024.

Par le Conseil

Le président

NAGY M.

⁽¹⁾ Décision (PESC) 2020/1999 du Conseil du 7 décembre 2020 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits (JO L 410 I du 7.12.2020, p. 13).

ANNEXE

L'annexe de la décision (PESC) 2020/1999 est modifiée comme suit:

- 1) À la section «A. Personnes physiques», la mention 16 est supprimée.
- 2) À la section «A. Personnes physiques», les mentions relatives aux trente-et-une personnes physiques suivantes sont remplacées par le texte suivant:

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
«1.	Alexander (Alexandr) Petrovich KALASHNIKOV	Александр Петрович КАЛАШНИКОВ (en russe)	Fonction(s): ancien directeur du service pénitentiaire fédéral russe (FSIN) Date de naissance: 27.1.1964 Lieu de naissance: Tatarsk, région/oblast de Novosibirsk, République socialiste fédérative soviétique de Russie (aujourd'hui Fédération de Russie) Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro de pièce d'identité: 771670606787	Alexander Petrovich Kalashnikov a été directeur du service pénitentiaire fédéral russe (FSIN) du 8 octobre 2019 au 25 novembre 2021. En cette qualité, il a supervisé toutes les activités du FSIN. En tant que directeur du FSIN, il a été responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris des arrestations et détentions arbitraires. Alors que Alexeï Navalny était en convalescence en Allemagne (septembre 2020-janvier 2021) après avoir été empoisonné par un agent neurotoxique du groupe Novichok, le FSIN a exigé le 28 décembre 2020 qu'il se présente immédiatement à un agent de probation ou, sinon, qu'il soit emprisonné pour non-respect des conditions d'une condamnation avec sursis pour fraude. En 2018, la Cour européenne des droits de l'homme avait considéré que cette condamnation pour fraude était arbitraire et injuste. Le 17 janvier 2021, sur ordre d'Alexander Kalashnikov, des agents du service pénitentiaire fédéral russe ont placé Alexeï Navalny en détention à son arrivée à l'aéroport de Moscou. L'arrestation d'Alexeï Navalny se fonde sur une décision du tribunal de Khimki, elle-même prise à la demande du service pénitentiaire fédéral russe. Fin décembre 2020, le service pénitentiaire fédéral russe avait déjà demandé qu'un tribunal convertisse la condamnation avec sursis d'Alexeï Navalny en une peine de prison. Le 17 février 2021, la Cour européenne des droits de l'homme a ordonné au gouvernement de la Fédération de Russie de libérer Alexeï Navalny.	2.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
2.	Alexander (Alexandr) Ivanovich BASTRYKIN	Александр Иванович БАСТРЫКИН	Fonction(s): président du comité d'enquête de la Fédération de Russie Date de naissance: 27.8.1953 Lieu de naissance: Pskov, République socialiste fédérative soviétique de Russie (aujourd'hui Fédération de Russie) Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro de pièce d'identité: 782618375392	Alexander Bastrykin est le président du comité d'enquête de la Fédération de Russie (ci-après dénommé "comité") depuis janvier 2011 (et a été président faisant fonction d'octobre à décembre 2010). En cette qualité, il supervise toutes les activités du comité. Officiellement, le comité est présidé par le président russe. En sa qualité de président du comité, Alexander Bastrykin est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris des arrestations et détentions arbitraires. Alexander Bastrykin est responsable des campagnes massives et systématiques de répression organisées par le comité à l'encontre de l'opposition russe, ciblant ses membres et menant des enquêtes sur ces derniers. Le 29 décembre 2020, le comité a lancé une enquête visant Alexeï Navalny, chef de l'opposition, l'accusant de fraude à grande échelle. Alexeï Navalny et d'autres ont publié des articles sur le fait qu'Alexander Bastrykin était propriétaire de la société immobilière tchèque LAW Bohemia dans les années 2000. En 2022, le comité d'enquête, qu'Alexander Bastrykin préside toujours, a accusé 92 soldats ukrainiens de crimes contre l'humanité pendant la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.	2.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
4.	Viktor Vasilievich (Vasilyevich) ZOLOTOV	Виктор Васильевич ЗОЛОТОВ	Fonction(s): directeur du Service fédéral des troupes de la garde nationale de la Fédération de Russie (Rosgvardia) Date de naissance: 27.1.1954 Lieu de naissance: Sasovo, République socialiste fédérative soviétique de Russie (aujourd'hui Fédération de Russie) Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro de pièce d'identité: 770600283509	Viktor Zolotov est le directeur du Service fédéral des troupes de la garde nationale de la Fédération de Russie (Rosgvardia) depuis le 5 avril 2016 et est, dès lors, commandant en chef des troupes de la garde nationale de la Fédération de Russie ainsi que le commandant de l'OMON — détachement mobile à vocation particulière intégré au Rosgvardia. En cette qualité, il supervise toutes les activités des troupes du Rosgvardia et de l'OMON. En sa qualité de directeur de Rosgvardia, il est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris des arrestations et détentions arbitraires et des violations massives et systématiques de la liberté de réunion pacifique et d'association, en particulier en raison de la répression violente de protestations et de manifestations. Le Rosgvardia a été déployé pour réprimer les manifestations pro-Navalny des 23 janvier et 21 avril 2021 et de nombreux officiers de l'OMON et de la garde nationale auraient eu recours à la brutalité et à la violence contre des manifestants. Des dizaines de journalistes ont été la cible d'agressions par les forces de sécurité, notamment la correspondante de Meduza, Kristina Safronova, qui a été frappée par un agent de l'OMON, et la journaliste de la Novaya Gazeta, Yelizaveta Kirpanova, qui a perdu du sang après avoir été frappée à la tête par une matraque. Lors des manifestations du 23 janvier 2021, les forces de sécurité ont arbitrairement placé en détention plus de 300 mineurs.	2.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
6.	WANG Junzheng	王君正 (en chinois)	Fonction(s): membre du 20^e Comité central du Parti communiste chinois (PCC) (décembre 2022-décembre 2026); député du 14^e Congrès national du peuple (CNP, février 2023-février 2027); secrétaire de parti du Parti communiste chinois (PCC) dans la région autonome du Tibet (RAT); directeur du comité des affaires étrangères de la région autonome du Tibet (RAT) (depuis mai 2024); ancien secrétaire du parti au sein du Corps de production et de construction du Xinjiang (Xinjiang Production and Construction Corps) (XPCC) et secrétaire adjoint du comité du parti de la région autonome ouïgoure du Xinjiang de la Chine; commissaire politique de la XPCC et PDG du Groupe Chine Xinjiang Date de naissance: mai 1963 Lieu de naissance: Linyi, Shandong (Chine) Nationalité: chinoise Sexe: masculin	Secrétaire de parti du Parti communiste chinois (PCC) dans la région autonome du Tibet (RAT) depuis octobre 2021. Membre du 20^e Comité central du Parti communiste chinois (PCC) (décembre 2022-décembre 2026). Député du 14^e Congrès national du peuple (CNP, février 2023-février 2027). Ancien secrétaire de parti au sein du Corps de production et de construction du Xinjiang (XPCC) et secrétaire adjoint du comité du parti de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR) de la Chine d'avril 2020 à octobre 2021, ainsi que commissaire politique du XPCC de mai 2020 à octobre 2021. Ancien secrétaire du comité des affaires politiques et juridiques de la XUAR de février 2019 à septembre 2020. Par ailleurs, Wang Junzheng a occupé d'autres postes de haut niveau au sein du XPCC. Le XPCC est une organisation gouvernementale économique et paramilitaire de la XUAR, qui exerce l'autorité administrative dans le Xinjiang et y contrôle les activités économiques. En sa qualité de secrétaire de parti et de commissaire politique du XPCC, Wang Junzheng a participé à la supervision de toutes les politiques mises en œuvre par le XPCC. À ce titre, il a été responsable de graves violations des droits de l'homme en Chine, en particulier de détentions arbitraires et de traitements dégradants à grande échelle dont ont été victimes des Ouïgours et des personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes, ainsi que de violations systématiques de leur liberté de religion ou de conviction, en lien, entre autres, avec la mise en œuvre, par le XPCC, d'un programme de surveillance, de détention et d'endoctrinement à grande échelle ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. Il a également été responsable du travail forcé systématique, en particulier dans les champs de coton, d'Ouïgours et de personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes, organisé par le XPCC. En sa qualité de secrétaire adjoint du comité du parti de la XUAR, Wang Junzheng a participé à la supervision de toutes les politiques sécuritaires mises en œuvre dans le Xinjiang, y compris du programme susmentionné ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. En sa qualité de secrétaire du comité des affaires politiques et juridiques de la XUAR de février 2019 à septembre 2020, Wang Junzheng était responsable du maintien de la sécurité intérieure et de l'ordre dans la XUAR. À ce titre, il occupait une fonction politique essentielle, étant chargé de superviser et de mettre en œuvre le programme en question.	22.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
7.	WANG Mingshan	王明山 (en caractères chinois)	Fonction(s): député du 14^e Congrès national du peuple (CNP, février 2023-février 2027); directeur adjoint du comité permanent du comité du parti de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR) Date de naissance: janvier 1964 Lieu de naissance: Wuwei, Gansu (Chine) Nationalité: chinoise Sexe: masculin	Directeur adjoint (depuis février 2024) et ancien membre du comité permanent du comité du parti de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR). Député du 14^e Congrès national du peuple (CNP, février 2023-février 2027). Ancien directeur et secrétaire de parti adjoint du bureau de la sécurité publique du Xinjiang (XPSB) entre 2017 et janvier 2021. En sa qualité de président adjoint et d'ancien secrétaire du comité des affaires politiques et juridiques de la XUAR (septembre 2020-février 2024), Wang Mingshan est responsable du maintien de la sécurité intérieure et de l'ordre dans la XUAR. À ce titre, il occupe une fonction politique essentielle, étant chargé de superviser un programme de surveillance, de détention et d'endoctrinement à grande échelle ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. En sa qualité d'ancien directeur et de secrétaire de parti adjoint du XPSB (de 2017 à janvier 2021), il occupait un poste clé dans l'appareil de sécurité du Xinjiang et était directement responsable de la mise en œuvre du programme susmentionné. En particulier, le XPSB a déployé la "plateforme intégrée d'opérations conjointes", un programme de mégadonnées utilisé pour suivre des millions de Ouïgours dans la région du Xinjiang et signaler ceux considérés comme représentant une "menace potentielle", à envoyer dans des camps de détention. Dans ses fonctions actuelles et de par celles qu'il avait exercées précédemment, Wang Mingshan est responsable de graves violations des droits de l'homme en Chine, en particulier de détentions arbitraires et de traitements dégradants à grande échelle dont ont été victimes des Ouïgours et des personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes, ainsi que de violations systématiques de leur liberté de religion ou de conviction.	22.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
8.	CHEN Mingguo	陈明国 (en chinois)	Fonction(s): secrétaire du comité des affaires politiques et juridiques de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR); membre du comité permanent du PCC de la XUAR Date de naissance: octobre 1966 Lieu de naissance: Yilong, Sichuan (Chine) Nationalité: chinoise Sexe: masculin	Secrétaire du comité des affaires politiques et juridiques de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), et membre du comité permanent du PCC de la XUAR depuis février 2024. Ancien directeur du bureau de la sécurité publique du Xinjiang (XPSB) depuis janvier 2021 et vice-président du gouvernement populaire de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR). En tant que secrétaire du comité des affaires politiques et juridiques de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), membre du comité permanent du PCC de la XUAR et ancien directeur du XPSB, Chen Mingguo occupe un poste clé dans l'appareil de sécurité du Xinjiang et participe directement à la mise en œuvre d'un programme de surveillance, de détention et d'endoctrinement à grande échelle ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. En particulier, le XPSB a déployé la "plateforme intégrée d'opérations conjointes", un programme de mégadonnées utilisé pour suivre des millions de Ouïgours dans la région du Xinjiang et signaler ceux considérés comme représentant une "menace potentielle", à envoyer dans des camps de détention. Chen Mingguo est, à ce titre, responsable de graves violations des droits de l'homme en Chine, en particulier de détentions arbitraires et de traitements dégradants dont ont été victimes des Ouïgours et des personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes, ainsi que de violations systématiques de leur liberté de religion ou de conviction.	22.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
13.	Aiub Vakhaevich KATAEV (alias Ayubkhan Vakhaevich KATAEV)	Аюб Вахаевич КАТАЕВ (alias Аюбхан Вахаевич КАТАЕВ) (en russe)	Fonction(s): ancien chef de service au ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie dans la ville d'Argoun (République de Tchétchénie) Date de naissance: 1.12.1983 Lieu de naissance: Ilyinsky, Tchétchénie Nationalité: russe Numéro de pièce d'identité: 200505588830, 014112081090 Sexe: masculin	Chef de service au ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie dans la ville d'Argoun (République de Tchétchénie) jusqu'en 2018. En sa qualité de chef de service au ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie à Argoun, Aiub Kataev a supervisé les activités des antennes locales de la sécurité de l'État et de la police. À ce titre, il a supervisé personnellement les persécutions massives et systématiques perpétrées en Tchétchénie depuis 2017. La répression s'exerce à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI), des personnes présumées appartenir à des groupes LGBTI et d'autres personnes soupçonnées d'être des opposants au dirigeant de la République de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov. Aiub Kataev et les forces précédemment placées sous son commandement sont responsables de graves violations des droits de l'homme en Russie, en particulier d'actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, d'arrestations ou de détentions arbitraires, ainsi que d'exécutions et d'assassinats extrajudiciaires ou arbitraires. Selon de nombreux témoins, Aiub Kataev a personnellement supervisé et pris part à des actes de torture à l'encontre de détenus.	22.3.2021
20.	Aleksandr Grigorievitch MALOLETKO	Александр Григорьевич МАЛОЛЕТКО (en russe)		Aleksandr Maloletko était un proche collaborateur de Yevgeny Prigozhin. Son action en tant que "défenseur de la patrie" et dirigeant de la "ligue de défense des intérêts des vétérans" a été publiquement saluée par Yevgeny Prigozhin. Il a travaillé comme instructeur du groupe Wagner en République centrafricaine (RCA). Il est associé au groupe Wagner, inscrit sur la liste en raison de graves atteintes aux droits de l'homme commises dans plusieurs pays, y compris la RCA, et porte la responsabilité d'avoir soutenu les agissements du groupe Wagner.	25.2.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
22.	Dimitri SYTII (alias Dimitri SYTYI)	Дмитрий СЫТИЙ (en russe)	Fonction(s): directeur de la Maison russe à Bangui Date de naissance: 23.3.1989 Lieu de naissance: Minsk (Biélorussie) Nationalité: russe Numéro de passeport: 550246878 Sexe: masculin Adresse: NA-SYTAIA/A1-TANKISTAZ KHRUSTITSKOGO 62 APT25/ZP-198217/CI Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie	Dimitri Sytii joue un rôle de premier plan au sein du groupe Wagner en République centrafricaine (RCA), et il entretenait des liens étroits avec Yevgeny Prigozhin. Il est chargé de mener la politique d'influence et les opérations du groupe Wagner en RCA. Il est à la tête de la branche locale de la Maison russe, le bras culturel du ministère russe des affaires étrangères. Le groupe Wagner est inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. Compte tenu de sa position influente en RCA et de son rôle dirigeant au sein du groupe Wagner, il est responsable de graves atteintes aux droits de l'homme commises par le groupe Wagner en RCA.	25.2.2023
23.	Mikhail Sergeyevich POTEPKIN	Михаил Сергеевич ПОТЕПКИН (en russe)	Fonction(s): directeur de Meroe Gold Date de naissance: 19.9.1981 ou 29.9.1981 Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro de passeport: 651697952 (passeport russe) Adresse: Soudan Entreprises associées: Megaline; Concord; IT-Debugger	Mikhail Potepkin est le directeur de Meroe Gold, une entité servant de couverture aux opérations du groupe Wagner au Soudan, et participe aux activités de M-Invest, la société mère de Meroe. Il a un rôle dirigeant au sein du groupe Wagner au Soudan, et il entretenait des liens étroits avec Yevgeny Prigozhin. Par son affiliation avec l'armée soudanaise, le groupe Wagner s'est assuré d'exploiter l'or soudanais et de l'exporter vers la Russie. Potepkin est associé au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont le Soudan. Par ses activités, il soutient également de telles atteintes commises au Soudan.	25.2.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
25.	Vitalii Viktorovitch PERFILEV	Виталий Викторович ПЕРФИЛЬЕВ (en russe)	Date de naissance: 11.9.1983 Lieu de naissance: Novossibirsk, URSS (aujourd'hui Fédération de Russie) Nationalité: russe Adresse: Bangui (République centrafricaine) Sexe: masculin Numéro de passeport: NR 75 2987491 Date de délivrance: 30.3.2016 Date d'expiration: 30.3.2026	Vitalii Perfilev était le conseiller pour la sécurité auprès du président de la République centrafricaine (RCA) jusqu'en novembre 2023 et est un personnage clé du groupe Wagner en RCA. Le groupe Wagner est inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. Compte tenu de son ancienne position influente pendant la période où les violations des droits de l'homme étaient commises en RCA et de son rôle dirigeant au sein du groupe Wagner, Vitalii Perfilev est responsable de graves atteintes aux droits de l'homme commises par le groupe Wagner en RCA.	25.2.2023
26.	Andrei Sergeevich MANDEL	Андрей Сергеевич МАНДЕЛЬ (en russe)	Date de naissance: 2.3.1990 Lieu de naissance: Allemagne Sexe: masculin Numéro de passeport: 753615660	Andrei Mandel dirige M-Invest, une entité servant de couverture aux opérations du groupe Wagner au Soudan, et est impliqué dans sa filiale Meroe Gold. Il a un rôle dirigeant au sein du groupe Wagner au Soudan et entretenait des liens étroits avec Yevgeny Prigozhin. Par son étroite affiliation avec l'armée soudanaise, le groupe Wagner s'est assuré d'exploiter l'or soudanais et de l'exporter vers la Russie. Andrei Mandel est associé au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont le Soudan. Par ses activités, Andrei Mandel soutient également de telles atteintes commises au Soudan.	25.2.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
27.	Neda Mohammad NADEEM	نداء محمد نديم (en pachto)	Fonction(s): ministre de l'enseignement supérieur par intérim des talibans Nationalité: afghane Date de naissance: 1977 Lieu de naissance: Kandahar, Afghanistan Sexe: masculin	Neda Mohammad Nadeem est le ministre de l'enseignement supérieur par intérim des talibans depuis le 22 octobre 2022. Depuis sa prise de fonction, les talibans ont publié des décrets interdisant aux femmes de fréquenter l'enseignement supérieur dans l'ensemble du pays. Ces décrets privent les femmes de leur droit à l'éducation ainsi que de l'égalité d'accès à l'éducation, en violation du principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. En sa qualité de ministre de l'enseignement supérieur par intérim des talibans, Neda Mohammad Nadeem est dès lors responsable de graves violations des droits de l'homme en Afghanistan, en particulier de la violation généralisée du droit des femmes à l'éducation et du droit à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'éducation.	7.3.2023
29.	Alexander Georgievich FEDORINOV	Александр Георгиевич ФЕДОРИНОВ (en russe)	Fonction(s): commandant d'un poste de police à Moscou Rang: lieutenant-colonel Date de naissance: 31.5.1980 Lieu de naissance: Mitchourinsk, Tambov, Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin	Le lieutenant-colonel Alexander Fedorinov est commandant d'un poste de police à Moscou. En sa qualité de chef faisant fonction du poste de police, en mars 2022, il a autorisé l'arrestation et la détention arbitraires, ainsi que la torture ultérieure, de femmes manifestant contre la guerre. Alexander Fedorinov est dès lors responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, en particulier d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, d'arrestations ou de détentions arbitraires ainsi que de violences sexuelles et sexistes systématiques.	7.3.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
33.	Gatluak Nyang HOTH		Nationalité: sud-soudanaise Sexe: masculin	Gatluak Nyang Hoth était commissaire du comté de Mayiandit (État de l'Unité, Soudan du Sud) de février 2021 à juin 2024. À ce titre, il a commandé des milices alignées sur le gouvernement qui ont mené des attaques dans le sud de l'État de l'Unité, entre février et mai 2022. Au cours de cette période, des troupes sous son commandement ont eu massivement et systématiquement recours aux violences sexuelles comme tactique de guerre et les ont instrumentalisées pour en faire une récompense et un droit pour les hommes participant au conflit. En sa qualité de commissaire de comté, Gatluak Nyang Hoth est dès lors responsable de graves violations des droits de l'homme au Soudan du Sud, y compris de violences sexuelles et sexistes systématiques et généralisées.	7.3.2023
35.	Toe UI (alias Toe YI)		Fonction(s): vice-ministre de l'intérieur Rang: général de division Date de naissance: 1966 Nationalité: Myanmar/Birmanie Sexe: masculin	Le général de division Toe Ui a été nommé vice-ministre de l'intérieur le 3 février 2023. Il est l'ancien commandant en second du Bureau du chef des affaires de sécurité militaire (OCMSA). L'OCMSA est responsable de la gestion des centres de détention et d'interrogatoire au Myanmar/en Birmanie et est aussi chargé de la collecte de renseignements. Le personnel de l'OCMSA placé sous l'autorité d'Ui a recours à la nudité forcée, au viol, aux électrochocs, aux brûlures infligées aux parties génitales et à la violence excessive lors des détentions arbitraires et des interrogatoires d'hommes, de femmes et de membres de la communauté LGBTIQ. En sa qualité de commandant en second de l'OCMSA, le général de division Toe Ui est responsable de graves violations des droits de l'homme au Myanmar/en Birmanie, y compris de détentions arbitraires et d'actes de torture, ainsi que de violences sexuelles et sexistes systématiques et généralisées.	7.3.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
37.	Andrei Andreevich ZADACHIN	Андрей Андреевич ЗАДАЧИН (en russe)	Fonction(s): enquêteur au sein de l'unité principale d'enquête du comité d'enquête de la Fédération de Russie; commandant Date de naissance: 22.8.1990 Lieu de naissance: Moscou, Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro fiscal individuel: 771577190559 Numéro d'immatriculation fiscale: YBLWST14JJ39	En sa qualité d'enquêteur au sein de l'unité principale d'enquête du comité d'enquête de la Fédération de Russie, Andrei Zadachin a émis une accusation pénale motivée par des considérations politiques à l'encontre de Vladimir Kara-Murza. Il a, en outre, demandé au tribunal la mise en détention de Vladimir Kara-Murza et a fourni un témoignage en ce sens devant le tribunal. Vladimir Kara-Murza est un militant de l'opposition de premier plan en Russie. Une procédure judiciaire à motivation politique fondée sur de fausses allégations a été engagée contre lui en 2022, après qu'il a accusé le Kremlin de commettre des crimes de guerre en Ukraine et condamné publiquement l'agression russe. En avril 2023, il a été condamné à 25 ans de détention dans une prison/un camp de travail de haute sécurité. La procédure judiciaire à son encontre a ciblé son militantisme et a servi de procès pour l'exemple en Russie afin d'étouffer les voix critiques à l'égard du régime en place exprimant leur opposition à la guerre d'agression menée contre l'Ukraine. Le régime russe utilise le système judiciaire du pays comme un outil courant dans le cadre de nombreuses violations graves des droits de l'homme. Le système judiciaire n'est pas indépendant et est utilisé pour commettre des violations systématiques et graves des droits de l'homme à l'encontre d'opposants au régime en place, en violant leur liberté d'opinion et d'expression. Par conséquent, Andrei Zadachin est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris de violations de la liberté d'opinion et d'expression.	5.6.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
40.	Diana Igorevna MISHCHENKO (Nom de jeune fille: GARIPOVA)	Диана Игоревна МИЩЕНКО (en russe)	Fonction(s): juge au tribunal de district de Khamovniki à Moscou Date de naissance: 12.5.1977 Lieu de naissance: Moscou, Fédération de Russie Nationalité: russe Numéro de passeport: 4508731961 Sexe: féminin Numéro d'immatriculation fiscale: K7VGTQKBDX68 Numéro fiscal individuel: 771805281790	En sa qualité de juge au tribunal de district de Khamovniki à Moscou, Diana Mishchenko est impliquée dans l'action en justice à motivation politique engagée contre Vladimir Kara-Murza. Elle a prononcé une peine visant à approuver l'arrestation administrative de Vladimir Kara-Murza pendant 15 jours. Vladimir Kara-Murza est un militant de l'opposition de premier plan en Russie. Une procédure judiciaire à motivation politique fondée sur de fausses allégations a été engagée contre lui en 2022, après qu'il a accusé le Kremlin de commettre des crimes de guerre en Ukraine et condamné publiquement l'agression russe. En avril 2023, il a été condamné à 25 ans de détention dans une prison/un camp de travail de haute sécurité. La procédure judiciaire à son encontre a ciblé son militantisme et a servi de procès pour l'exemple en Russie afin d'étouffer les voix critiques à l'égard du régime en place exprimant leur opposition à la guerre d'agression menée contre l'Ukraine. Le régime russe utilise le système judiciaire du pays comme un outil courant dans le cadre de nombreuses violations graves des droits de l'homme. Le système judiciaire n'est pas indépendant et est utilisé pour commettre des violations systématiques et graves des droits de l'homme à l'encontre d'opposants au régime en place, en violant leur liberté d'opinion et d'expression. Par conséquent, Diana Mishchenko est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris de violations de la liberté d'opinion et d'expression.	5.6.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
43.	Sergei Gennadievich PODOPRIGOROV	Сергей Геннадьевич ПОДОПРИГОРОВ (en russe)	Fonction: juge au tribunal municipal de Moscou Date de naissance: 8.1.1974 Lieu de naissance: Moscou, Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro fiscal individuel: 772606428578 Adresse: Shmitovskiy Proyezd, 16c2, Moscou, Russie, 123100. Appartement 52 (Шмитовский пр-д, 16с2, Москва, Россия, 123100. Квартира 52)	En sa qualité de juge au tribunal de la ville de Moscou, Sergei Podoprigrorov est impliqué dans l'action en justice à motivation politique engagée contre Vladimir Kara-Murza. Il a présidé le collège des juges du tribunal de la ville de Moscou qui, le 17 avril 2023, a condamné le militant d'opposition Vladimir Kara-Murza à 25 ans de détention dans une prison/un camp de travail de haute sécurité. Vladimir Kara-Murza est un militant de l'opposition de premier plan en Russie. Une procédure judiciaire à motivation politique fondée sur de fausses allégations a été engagée contre lui en 2022, après qu'il a accusé le Kremlin de commettre des crimes de guerre en Ukraine et condamné publiquement l'agression russe. En avril 2023, il a été condamné à 25 ans de détention dans une prison/un camp de travail de haute sécurité. La procédure judiciaire à son encontre a ciblé son militantisme et a servi de procès pour l'exemple en Russie afin d'étouffer les voix critiques à l'égard du régime en place exprimant leur opposition à la guerre d'agression menée contre l'Ukraine. Le régime russe utilise le système judiciaire du pays comme un outil courant dans le cadre de nombreuses violations graves des droits de l'homme. Le système judiciaire n'est pas indépendant et est utilisé pour commettre des violations systématiques et graves des droits de l'homme à l'encontre d'opposants au régime en place, en violant leur liberté d'opinion et d'expression. Auparavant, Sergei Podoprigrorov, en tant que juge au tribunal de district de Tverskoï (Moscou), a rendu deux décisions concernant Sergeï Magnitsky, qui avait dénoncé des actes de corruption et des abus de la part de fonctionnaires d'État russes, et qui a par la suite été persécuté et est mort dans une prison russe. Par conséquent, Sergei Podoprigrorov est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris de violations de la liberté d'opinion et d'expression.	5.6.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
75.	Wadim Konstantinowitsch KALININ	Вадим Константинович КАЛИНИН	Fonction(s): chef de la colonie pénitentiaire IK-3 Date de naissance: 7.3.1973 Lieu de naissance: Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro fiscal individuel: 663401241613	Wadim Kalinin est le chef de la colonie pénitentiaire IK-3. Dans la chaîne de commandement au sein de la colonie pénitentiaire IK-3, où il fait officiellement partie du “personnel d'encadrement supérieur” du service pénitentiaire fédéral russe (FSIN) et assume un rôle de gestionnaire, il est directement chargé des décisions exécutives et est par conséquent responsable des conditions générales d'incarcération dans la colonie pénitentiaire IK-3. La colonie pénitentiaire IK-3, communément appelée “Loup polaire”, est le lieu où l'opposant politique incarcéré Alexeï Navalny est décédé dans des circonstances inconnues. Les conditions de son incarcération dans la colonie pénitentiaire IK-3 comprenaient des actes de violence physique tels que des actes de torture, la privation d'eau chaude et de vêtements adéquats en hiver, la non-assistance médicale et la privation de nourriture et d'eau. Par conséquent, Wadim Kalinin est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de détentions arbitraires, ainsi que de la violation systématique de la liberté d'opinion et d'expression.	22.3.2024
86.	Aleksandr Aleksandrovich MUKHANOV	Александр Александрович МУХАНОВ	Fonction(s): directeur de la colonie pénitentiaire IK-1 Date de naissance: 7.12.1984 Lieu de naissance: Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro fiscal individuel: 332806323008	Aleksandr Mukhanov est directeur de la colonie de redressement n° 1 (IK-1) et il était directeur de la colonie de redressement n° 2 (IK-2) pendant la période où Alexeï Navalny y était détenu de mars 2021 à juin 2022. La colonie de redressement IK-2 est connue pour ses mauvaises conditions de détention. Alexeï Navalny, qui avait été empoisonné peu de temps auparavant, s'est vu refuser l'accès aux médecins civils dans cette colonie, malgré la menace qui pesait sur sa santé. En tant que directeur de la colonie pénitentiaire IK-1, Aleksandr Mukhanov est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, en particulier d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que de la violation systématique de la liberté d'opinion et d'expression.	22.3.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
87.	Roman Alexandrovitch VIDYUKOV	Роман Александрович ВИДЮКОВ (en russe)	Fonction(s): chef adjoint du principal département d'enquête du comité d'enquête d'État de la Fédération de Russie Date de naissance: 30.7.1980 Lieu de naissance: Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin	Roman Vidyukov est chef adjoint du principal département d'enquête du comité d'enquête d'État de la Fédération de Russie et ancien enquêteur dans ce comité. Pendant la période où il occupait la fonction d'enquêteur au comité d'enquête d'État, Roman Vidyukov a dirigé l'enquête dans l'une des affaires dans lesquelles Alexeï Navalny a été condamné à neuf ans d'emprisonnement en 2022. Roman Vidyukov a également été membre de l'équipe chargée de l'enquête préliminaire dans l'affaire de "blanchiment de capitaux" contre la fondation anticorruption d'Alexeï Navalny. Il a également dirigé l'enquête contre Lilia Tchanycheva, ancien chef du siège d'Alexeï Navalny à Ufa, condamnée pour "création d'une communauté extrémiste". Lilia Tchanycheva a été condamnée à sept ans et demi d'emprisonnement en 2023. Dans ces affaires judiciaires, Roman Vidyukov aurait menacé un témoin, afin de le contraindre à apporter un témoignage favorable à l'enquête menée dans le cadre de l'affaire de fraude d'Alexeï Navalny. Roman Vidyukov est donc responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'arrestations ou de détentions arbitraires, ainsi que de violation de la liberté d'opinion et d'expression, ce qui suscite de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du TUE.	22.3.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
88.	Evgenia Sergeevna NIKOLAEVA	Евгения Сергеевна НИКОЛАЕВА (en russe)	Fonction(s): juge au tribunal de district de Basmanniy à Moscou Date de naissance: 9.7.1981 Lieu de naissance: Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: féminin Numéro fiscal individuel: 771873894393	Evgenia Nikolaeva est juge au tribunal de district de Basmanniy à Moscou depuis 2016. Elle a rendu un certain nombre de décisions à l'encontre d'opposants politiques (dont Alexeï Navalny, Ilia Iachine et Vladimir Kara-Murza), contribuant ainsi à la répression politique en Russie. En octobre 2023, elle a envoyé Alexeï Liptser et Igor Sergunin, avocats d'Alexeï Navalny, en détention provisoire pendant deux mois. Auparavant, elle avait à plusieurs reprises rendu difficile la vie de prisonniers politiques, y compris en prolongeant les durées de détention en centre de détention provisoire pour l'ancien chef du quartier général d'Alexeï Navalny à Ufa, Lilia Tchanycheva. Evgenia Nikolaeva a également refusé de traiter les plaintes relatives à l'inaction du comité d'enquête de la Fédération de Russie concernant l'allégation d'empoisonnement d'Alexeï Navalny. À ce titre, Evgenia Nikolaeva est donc responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'arrestations ou de détentions arbitraires, ainsi que de violation de la liberté d'opinion et d'expression, ce qui suscite de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du TUE.	22.3.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
96.	Sergey Anatolevich MOROZ	Сергей Анатольевич МОРОЗ (en russe)	Fonction(s): chef du service pénitentiaire fédéral de la Fédération de Russie pour Moscou Date de naissance: 15.9.1968 Lieu de naissance: Berdiansk, région de Zaporijjia, RSS d'Ukraine (aujourd'hui Ukraine) Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro fiscal individuel: 644918369538	Sergey Moroz est un fonctionnaire russe. Il est le chef du service pénitentiaire fédéral à Moscou. À ce titre, il a inscrit l'opposant politique Alexeï Navalny sur la liste fédérale des personnes recherchées. Sergey Moroz est accusé d'avoir fait subir des humiliations et des violences extrêmes à des détenus lors de leur arrivée en détention. Par conséquent, Sergey Moroz est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de détentions arbitraires, ainsi que de la violation systématique de la liberté d'opinion et d'expression.	22.3.2024
97.	Elena Evgenievna MOROZOVA	Елена Евгеньевна МОРОЗОВА (en russe)	Fonction(s): juge au tribunal municipal de Khimki Date de naissance: 2.12.1977 Nationalité: russe Sexe: féminin	Elena Morozova est une juge russe qui travaille au tribunal municipal de Khimki. À ce titre, elle a décidé de placer l'opposant politique Alexeï Navalny en détention pendant trente jours, après son arrivée à Moscou à l'issue de son traitement contre l'empoisonnement au Novitchok. Le procès qu'elle a présidé a violé les normes en matière de procès équitable, y compris le droit d'examiner le contenu de l'acte d'accusation et les pièces du procès, la possibilité de consulter un avocat et l'accès du public au procès. Par conséquent, Elena Morozova est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, d'arrestations et de détentions arbitraires, ainsi que de la violation systématique de la liberté d'opinion et d'expression.	22.3.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
99.	Mikhail Yurievich PTITSYN	Михаил Юрьевич ПТИЦЫН (en russe)	Fonction(s): président du tribunal municipal de Moscou Date de naissance: 21.8.1963 Nationalité: russe Sexe: masculin	Mikhail Ptitsyn est président du tribunal municipal de Moscou. À ce titre, il a accueilli favorablement la proposition du service pénitentiaire fédéral russe de convertir la peine de probation du dirigeant de l'opposition, Alexeï Navalny, en peine à part entière. En conséquence, Alexeï Navalny a été privé de la possibilité d'agir dans la vie publique en Russie du fait de son emprisonnement dans une colonie pénitentiaire. Par conséquent, Mikhail Ptitsyn est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de détentions arbitraires, ainsi que de la violation systématique de la liberté d'opinion et d'expression.	22.3.2024
100.	Sergey Alekseevich RYABTSEV	Сергей Алексеевич РЯБЦЕВ (en russe)	Fonction(s): juge au tribunal de district de Lefortovo à Moscou Date de naissance: 4.9.1989 Nationalité: russe Sexe: masculin	Sergey Ryabtsev est un juge russe qui travaille au tribunal de district de Lefortovo à Moscou. À ce titre, il a participé au sabotage de l'enquête sur l'empoisonnement d'Alexeï Navalny en refusant de traiter la plainte concernant l'inaction de la direction des enquêtes du service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB). De plus, il ne cesse de rendre des jugements qui vont à l'encontre de la liberté d'expression en Russie. Par conséquent, Sergey Ryabtsev est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de détentions arbitraires, ainsi que de la violation systématique de la liberté d'opinion et d'expression.	22.3.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
101.	Petr Pavlovich SERKOV	Пётр Павлович СЕРКОВ (en russe)	Fonction(s): premier vice-président de la Cour suprême de la Fédération de Russie Date de naissance: 7.6.1955 Lieu de naissance: Poldamasovo, région d'Oulianovsk, ancienne URSS (aujourd'hui Fédération de Russie) Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro fiscal individuel: 732502615730	Petr Serkov est le premier vice-président de la Cour suprême de la Fédération de Russie. À ce titre, il a confirmé le verdict contre l'opposant politique Alexeï Navalny en 2018. En conséquence, Alexeï Navalny a été condamné et emprisonné dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité afin de l'empêcher d'exercer une activité politique. Le placement d'Alexeï Navalny dans une colonie pénitentiaire s'est soldé par sa mort. Par conséquent, Petr Serkov est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de détentions arbitraires, ainsi que de la violation systématique de la liberté d'opinion et d'expression.	22.3.2024
103.	Nikolay Viktorovich TIMOSHIN	Николай Викторович ТИМОШИН (en russe)	Fonction(s): président du présidium de la Cour suprême de la Fédération de Russie Date de naissance: 14.8.1959 Lieu de naissance: village de Zhidkoe, district de Znamensky, région d'Orel, ancienne URSS (aujourd'hui Fédération de Russie) Nationalité: russe Sexe: masculin	Nikolay Timoshin est président du présidium de la Cour suprême de la Fédération de Russie. Il occupait auparavant le poste de membre du présidium de la Cour suprême. En tant que membre du présidium, Nikolay Timoshin a confirmé le verdict contre l'opposant politique Alexeï Navalny en 2018. En conséquence, Alexeï Navalny a été condamné et emprisonné dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité afin de l'empêcher d'exercer une activité politique. Par conséquent, Nikolay Timoshin est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de détentions arbitraires, ainsi que de la violation systématique de la liberté d'opinion et d'expression.	22.3.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
104.	Vladimir Yurievich ZAITSEV	Владимир Юрьевич ЗАЙЦЕВ (en russe)	Fonction(s): président de la chambre d'appel de la Cour suprême de la Fédération de Russie Date de naissance: 31.3.1957 Lieu de naissance: Valamaz, Krasnogorsk, RSS d'Oudmourtie (aujourd'hui Fédération de Russie) Nationalité: russe Sexe: masculin	Vladimir Zaitsev est président de la chambre d'appel de la Cour suprême de la Fédération de Russie. À ce titre, il a empêché Alexeï Navalny de se présenter à l'élection présidentielle de 2018 en Russie, dans le cadre d'un procès aux motivations politiques. Par conséquent, Vladimir Zaitsev est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris de violations systématiques du droit de réunion pacifique et d'association et de la liberté d'opinion et d'expression.	22.3.2024
115.	Abdel Karim Mahmoud (Mahmood, Mohammad) IBRAHIM	عبد الكريم محمود إبراهيم (en arabe)	Fonction(s): chef d'état-major de l'armée syrienne Lieu de naissance: Tartous, Syrie Nationalité: syrienne Sexe: masculin	Abdel Karim Mahmoud Ibrahim est le chef d'état-major de l'armée syrienne. L'État syrien, y compris son armée, commet de manière systématique et généralisée des actes de torture, des viols et des violences sexuelles et sexistes à l'encontre de civils. En tant que chef d'état-major de l'armée syrienne, Abdel Karim Mahmoud Ibrahim est responsable des actions des forces armées placées sous son commandement. Par conséquent, Abdel Karim Mahmoud Ibrahim est responsable de graves violations des droits de l'homme, y compris d'actes de torture et de violences sexuelles et sexistes systématiques et généralisées.	22.7.2024»

3) À la section «B. Personnes morales, entités et organismes», les mentions relatives aux neuf entités suivantes sont remplacées par le texte suivant:

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
«5.	Groupe Wagner (également connu sous les noms de Expeditionary and Volunteer Corps, Expeditionary Corps, Volunteer Corps, Africa Corps, Vagner Group, PMC Wagner, Liga, League)	Группа Вагнера (en russe)		Le groupe Wagner est une entité militaire privée établie en Russie dépourvue de la personnalité juridique; il a été créé en 2014 pour succéder au Corps slave. Le groupe Wagner finance et mène ses opérations via la mise sur pied d'entités locales et avec le soutien des gouvernements locaux. Le groupe Wagner est responsable de graves atteintes aux droits de l'homme en Ukraine, en Syrie, en Libye, en République centrafricaine (RCA), au Soudan, au Mali et au Mozambique, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.	13.12.2021
6.	Lobaye Invest SARLU		Lieu d'enregistrement: Bangui (République centrafricaine) Date d'enregistrement: 24.10.2017 Numéro d'enregistrement: M 354838 D 0001 (NIF, numéro d'identification fiscale) Principal établissement: République centrafricaine Renseignements divers: succursale de M-Finans	Lobaye Invest SARLU est une entreprise privée enregistrée en République centrafricaine (RCA), filiale de l'entreprise russe M-Finans, contrôlée à l'origine par Yevgeny Prigozhin. Elle est gérée par Dimitri Sytii, un cadre supérieur du groupe Wagner, et par Yevgeny Khodotov, qui était associé à Yevgeny Prigozhin. Lobaye Invest exploite des mines d'or et de diamants en RCA. Elle a été liée aux opérations du groupe Wagner en RCA. Elle finance également plusieurs médias, tels que la station de radio Lengo Songo, une station de radio centrafricaine qui mène des campagnes de désinformation et qui promeut la présence du groupe Wagner en RCA. Lobaye Invest est associée au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. De par ses activités, Lobaye Invest soutient également de telles atteintes commises en RCA.	25.2.2023

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
7.	DIAMVILLE		Date d'enregistrement: 28.3.2019 Numéro d'enregistrement: CA/BG2019B519 Principal établissement: République centrafricaine Renseignements divers: individus et entités associés: groupe Wagner, Dimitri Sytii, Valery Zakharov, Perfilev, Svetlana Troitskaya, Lobaye Invest	Diamville est une société-écran utilisée par le groupe Wagner en République centrafricaine (RCA) pour le commerce illégal de diamants. Elle est étroitement liée à tous les acteurs de premier plan du groupe Wagner en RCA, tels que Dimitri Sytii. Diamville est associée au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. De par ses activités, Diamville soutient également de telles atteintes commises en RCA.	25.2.2023
8.	Fondation pour la défense des valeurs nationales (FDVN) Fonds pour la défense des valeurs nationales (FDVN) Fondation/organisation pour la protection des valeurs nationales (FPVN)/(FZNC) Fondation pour la protection des valeurs nationales Organisation pour la protection des valeurs nationales		Lieu d'enregistrement: Moscou (64 Zemlyanoy Val, bâtiment 2, bureau 201, Moscou, Fédération de Russie) Site internet: https://en.fznc.ru/ Numéro d'enregistrement: 1197700003137 Numéro fiscal individuel: 7709448606	La Fondation pour la défense des valeurs nationales (FDVN) est associée au groupe Wagner. La FDVN est à l'œuvre en tant qu'organe chargé des relations publiques du groupe Wagner. Elle oriente des campagnes de propagande et de désinformation en faveur du groupe Wagner, notamment pour améliorer sa réputation et soutenir son déploiement, et interfère de manière dissimulée pour le compte du groupe dans les différents pays où il est actif. Le groupe Wagner est inscrit sur la liste en raison de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la Libye, le Mali et la République centrafricaine. La FDVN est associée au groupe Wagner et porte la responsabilité de soutenir et d'encourager les agissements de ce dernier par des moyens de propagande, d'ingérence politique et de désinformation en sa faveur.	25.2.2023

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
9.	Radio Centrafricaine Lengo Sengo		Lieu d'enregistrement: Bangui, République centrafricaine Date d'enregistrement: novembre 2018 Principal établissement: Galabadja Bangui, commune de Bangui Galabadja, 8^e Arr. [GPS]-> 4.4070, 18.5465	Radio Lengo Sengo est une station de radio centrafricaine qui mène des opérations d'influence en ligne pour le compte du groupe Wagner. Son objectif ultime est de manipuler l'opinion publique. Cette entreprise mène des campagnes de désinformation et promeut la présence du groupe Wagner en République centrafricaine (RCA). Radio Lengo Sengo est financée par Lobaye Invest, une société privée liée au groupe Wagner qui sert de couverture à ses activités en RCA. Le groupe Wagner est inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. Radio Lengo Sengo porte la responsabilité de soutenir et d'encourager les agissements du groupe Wagner en RCA.	25.2.2023
10.	Meroe Gold Co. Ltd (également connue sous les noms suivants: Meroe For Agricultural & Animal Production; Al-Solag; Al-Sarraj Mining Company Ltd; Al-Sawlaj Mining Company Ltd; Al-Solaj Mining Company; Al-Soladzh Mining Company; Al-Solag Mining Company; Sullaj Mining Company; Al-Sullaj; Al-Solage; Solange; Sullag)		Lieu d'enregistrement: Al-jref Gharb Plot 134 Blok 1h, Khartoum, Soudan Renseignements divers: extraction d'autres minerais de métaux non ferreux Associée à: Al Sawlaj for Mining Ltd الصولج Aswar Multi Activities Co., Ltd	Meroe Gold est une entité servant de couverture aux opérations du groupe Wagner au Soudan, auxquelles elle est étroitement liée. Par son affiliation avec l'armée soudanaise, le groupe Wagner s'est assuré d'exploiter l'or soudanais et de l'exporter vers la Russie. Meroe Gold est associée au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont le Soudan. De par ses activités, Meroe Gold soutient également de telles atteintes commises au Soudan.	25.2.2023

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
11.	M-Invest		Lieu d'enregistrement: d. 76 korp. 4 litera A ofis N620, prospekt Obukhovskoi Oborony Saint-Petersbourg, Fédération de Russie Numéro d'enregistrement: 1177847044066 Principal établissement: Khartoum, Soudan Renseignements divers: N° d'identification fiscale: 7811636632 Numéro de journal officiel: 06513574	M-Invest est une entité servant de couverture aux opérations du groupe Wagner au Soudan. Elle était étroitement liée à Yevgeny Prigozhin. Par son affiliation avec l'armée soudanaise, le groupe Wagner s'est assuré d'exploiter l'or soudanais et de l'exporter vers la Russie. M-Invest est associée au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont le Soudan. De par ses activités, M-Invest soutient également de telles atteintes commises au Soudan.	25.2.2023
12.	Sewa Security Services		Lieu d'enregistrement: Bangui (République centrafricaine) Principal établissement: République centrafricaine Renseignements divers: filiale de Lobaye Invest	Sewa Security Services est une entreprise privée établie en République centrafricaine (RCA) qui assure la protection de hauts fonctionnaires du gouvernement centrafricain. Elle sert de couverture aux activités du groupe Wagner en RCA. Il s'agit d'une filiale de Lobaye Invest, qui est gérée par Dimitri Sytii, un cadre supérieur du groupe Wagner, et par Yevgeny Khodotov, qui était associé à Yevgeny Prigozhin. Sewa Security est impliquée aux côtés du groupe Wagner dans une série d'attaques violentes qui ont eu lieu en RCA depuis l'élection présidentielle de décembre 2020. Sewa Security est associée au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. De par ses activités, Sewa Security Services soutient également de telles atteintes commises en RCA.	25.2.2023

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
17.	Département des technologies de l'information de la ville de Moscou	Департамент Информационных Технологий города Москвы (en russe)	Adresse: (légal) 123100 Moscou, 1-Y Krasnogvardeyskiy Proyezd, 21, bld 1, Russie; (effective) 105064 Moscou, Yakovoapostol'skiy Pereulok, 12c1, Russie Téléphone: + 7 (495) 957-01-31 Télécopie: + 7 (495) 957-75-42 Adresse électronique: dit@mos.ru Site internet: https://www.mos.ru/dit/ Telegram: t.me/dit_moscow	Le département des technologies de l'information de la ville de Moscou développe et utilise le système de reconnaissance faciale de Moscou. Il transmet les données issues du système de reconnaissance faciale aux unités répressives de la direction principale des affaires intérieures de la ville de Moscou. La direction principale des affaires intérieures de la ville de Moscou a utilisé le système de reconnaissance faciale de Moscou comme outil de répression. Elle l'a utilisé pour surveiller et arbitrairement placer en détention des journalistes indépendants et des militants de l'opposition qui ont participé à des manifestations pacifiques en soutien à Alexeï Navalny, contre la corruption du gouvernement russe et contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le système de reconnaissance faciale a également été utilisé par la direction principale des affaires intérieures de la ville de Moscou pour retrouver et placer en détention des conscrits cherchant à se soustraire à la mobilisation en vue de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Par conséquent, le département des technologies de l'information de la ville de Moscou est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris d'arrestations ou de détentions arbitraires, ainsi que de violations de la liberté de réunion pacifique et d'association ou d'atteintes à cette liberté.	20.7.2023»